



Assemblée générale

Distr. limitée
23 mars 2015
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Vingt-huitième session

Point 3 de l'ordre du jour

Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement

**Argentine, Arménie*, Bosnie-Herzégovine*, Botswana, Chypre*, Congo, Croatie*,
Djibouti*, Espagne*, Grèce*, Israël*, Liechtenstein*, Monténégro, Norvège*,
Nouvelle-Zélande*, Pays-Bas, Pérou*, République démocratique du Congo*,
Slovénie*, Timor-Leste*, Uruguay*: projet de résolution**

28/...

Prévention du génocide

Le Conseil des droits de l'homme,

Guidé par la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, ainsi que par les autres instruments internationaux pertinents,

Rappelant les résolutions relatives à la prévention du génocide 7/25 en date du 28 mars 2008 et 22/22 en date du 22 mars 2013,

Réaffirmant l'importance de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, adoptée le 9 décembre 1948 et suivie par l'adoption, le lendemain, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, en tant qu'instrument efficace pour la prévention et la répression du crime de génocide,

Soulignant que le crime de génocide est qualifié dans la Convention de fléau odieux qui a infligé de grandes pertes à l'humanité et qu'une plus grande coopération internationale est nécessaire pour faciliter la prévention et la répression en temps voulu du crime de génocide,

Profondément préoccupé par le fait que dans l'histoire récente ont été perpétrés des génocides, reconnus comme tels par la communauté internationale conformément à la Convention et à la définition qui y figure, et conscient que des violations graves, massives et systématiques des droits de l'homme et du droit international humanitaire pourraient donner lieu à un génocide,

* État non membre du Conseil.



Considérant que les États parties à la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, du 26 novembre 1968, sont convenus que de tels crimes, dont le crime de génocide, sont imprescriptibles quelle que soit la date à laquelle ils ont été commis,

Affirmant que l'impunité pour le crime de génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité favorise leur perpétration et constitue un obstacle majeur à la poursuite de la coopération entre les peuples ainsi qu'à la promotion de la paix et de la sécurité internationales, et que la lutte contre l'impunité est un facteur important de la prévention de ces crimes,

Condamnant l'impunité pour le génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité et soulignant la responsabilité qu'ont les États de s'acquitter de l'obligation qui leur est faite par les instruments internationaux pertinents de mettre fin à l'impunité et, à cet effet, de mener des enquêtes approfondies et d'engager des poursuites contre les responsables de génocide, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et d'autres violations massives, graves ou systématiques des droits de l'homme et du droit international humanitaire, afin d'empêcher qu'ils ne se reproduisent, d'instaurer une paix durable, et de rechercher la justice, la vérité et la réconciliation, et à ce sujet soulignant également qu'il importe de renforcer la capacité des juridictions internes et la coopération inter-États,

Reconnaissant les progrès importants accomplis par la communauté internationale, notamment au sein du système des Nations Unies, dans la mise au point de dispositifs et de pratiques utiles pour prévenir et réprimer le crime de génocide, contribuant ainsi à la mise en œuvre effective de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide,

Rappelant la résolution 96 (I) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1946, dans laquelle l'Assemblée a déclaré que le génocide était un crime en droit international, et rappelant aussi toutes les résolutions ultérieures adoptées par les organismes des Nations Unies qui ont contribué à la mise en place et au développement du processus de prévention et de répression du crime de génocide, notamment la résolution 60/1 de l'Assemblée générale en date du 16 septembre 2005,

Notant avec satisfaction que dans le Statut de Rome de la Cour pénale internationale le génocide est défini comme l'un des crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale, et reconnaissant également le rôle joué par la Cour et d'autres juridictions pénales internationales, qui contribuent à ce que le crime de génocide soit davantage réprimé,

Se déclarant profondément préoccupé par les capacités de plus en plus développées des groupes terroristes, notamment des combattants terroristes étrangers, qui commettent des actes terroristes liés au crime de génocide établi dans la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, en prenant pour cibles des individus et des groupes, notamment en fonction de leur origine nationale, ethnique, raciale ou religieuse, les persécutant et les déplaçant,

Soulignant l'importance de la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition pour la prévention du génocide, et soulignant également que les auteurs d'un tel crime devraient être tenus pénalement responsables au niveau national ou international,

Prenant note du travail accompli par le Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition, qui a une incidence positive sur la prévention des violations flagrantes des droits de l'homme et des violations graves du droit international humanitaire, par son approche globale de la justice de transition,

Prenant note aussi des rapports du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur le droit à la vérité¹ et encourageant les États à coopérer avec le Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition,

Encourageant les États à promouvoir l'établissement de la vérité par des moyens appropriés afin de combattre l'impunité en obligeant les auteurs à rendre compte de leurs actes, dans le cadre de la prévention du génocide et de la promotion d'une réconciliation globale,

Reconnaissant que l'identification des causes profondes et des signes précurseurs du génocide est un élément important de la prévention du génocide,

Constatant avec préoccupation que le génocide est souvent nié, et réaffirmant que la négation ou les tentatives de justification publiques du crime de génocide, tel qu'il est défini par le droit international humanitaire, compromettent la lutte contre l'impunité et les efforts de réconciliation et de prévention du génocide,

Rappelant que l'Assemblée générale a chargé le Conseil d'examiner les situations de violations des droits de l'homme, en particulier les violations flagrantes et systématiques, et de faire des recommandations à ce sujet, et que le Conseil a également pour tâche de promouvoir la coordination des activités et la prise en considération effective de la question des droits de l'homme au sein du système des Nations Unies,

Reconnaissant la contribution importante du système des droits de l'homme des Nations Unies aux efforts engagés pour prévenir les situations dans lesquelles le crime de génocide pourrait être commis,

Réaffirmant son appui sans réserve au mandat du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide qui, entre autres fonctions, fait office de dispositif d'alerte rapide visant à prévenir les situations qui risqueraient de donner lieu à un génocide,

Prenant note du nouveau cadre d'analyse pour les actes d'atrocité élaboré par le Bureau du Conseiller spécial pour la prévention du génocide pour contribuer à l'évaluation des risques de génocide dans toute situation, et encourageant les États Membres et les organisations régionales et sous-régionales à utiliser les cadres pertinents, selon les cas, pour guider leur travail de prévention,

Accueillant avec satisfaction la soumission au Conseil des droits de l'homme des rapports du Secrétaire général sur la mise en œuvre du Plan d'action en cinq points² et sur les activités du Conseiller spécial³ ainsi que la convocation de quatre dialogues avec le Conseiller spécial, à ses troisième, septième, dixième et vingt-cinquième sessions,

Rappelant le document final du Sommet mondial de 2005⁴,

Accueillant avec satisfaction l'organisation, à sa vingt-cinquième session, de la réunion-débat de haut niveau consacrée au soixante-cinquième anniversaire de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, avec la participation des États Membres, des organes et organismes des Nations Unies concernés et d'autres parties intéressées,

Prenant note du dialogue consacré au dixième anniversaire de la création du mandat du Conseiller spécial, qui a eu lieu à sa vingt-cinquième session,

¹ E/CN.4/2006/91, A/HRC/5/7, A/HRC/12/19 et A/HRC/15/33.

² E/CN.4/2006/84.

³ A/HRC/7/37 et A/HRC/10/30.

⁴ Résolution 60/1 de l'Assemblée générale.

Relevant le rôle important que jouent les arrangements régionaux et sous-régionaux dans la prévention du génocide et dans les mesures prises en réaction aux situations qui pourraient conduire au génocide, et prenant note à ce sujet de la création du Comité régional pour la prévention du génocide, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et de toutes les formes de discrimination par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, et de l'établissement de comités nationaux par chaque État Membre de la Conférence, du Réseau latino-américain pour la prévention du génocide et des actes d'atrocité massifs, du Réseau européen de points de contact en ce qui concerne les personnes responsables de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, et d'autres initiatives nationales, régionales et internationales,

Relevant aussi les résultats positifs des Forums régionaux sur la prévention du génocide – tenus le premier à Buenos Aires du 10 au 12 décembre 2008, le deuxième à Arusha du 3 au 5 mars 2010, le troisième à Berne du 4 au 6 avril 2011 et le quatrième à Phnom Penh du 28 février au 1^{er} mars 2013 – et prenant note de la première réunion internationale de l'Action mondiale contre les atrocités massives, tenue à San José du 4 au 6 mars 2014,

Notant que la mémorialisation des génocides est l'un des aspects essentiels de la justice et de la réconciliation pour les victimes, et joue un rôle important dans la prévention du génocide,

1. *Réaffirme* l'importance de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, instrument international efficace pour la prévention et la répression du crime de génocide;

2. *Rappelle* la responsabilité qu'a chaque État de protéger sa population contre le génocide, ce qui entraîne l'obligation de prévenir un tel crime, ainsi que l'incitation à le commettre, par les moyens nécessaires et appropriés;

3. *Encourage* les États Membres à renforcer leur capacité de prévention du génocide en développant les compétences individuelles et en créant, au sein des gouvernements, des bureaux compétents chargés de renforcer le travail de prévention;

4. *Encourage* les États à envisager de désigner des points de contact pour la prévention du génocide, qui coopéreraient et échangeraient des informations et des bonnes pratiques entre eux et avec le Conseiller spécial pour la prévention du génocide, les organismes des Nations Unies concernés et les mécanismes régionaux et sous-régionaux;

5. *Exprime sa satisfaction* à tous les États qui ont ratifié la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide ou y ont adhéré, et en particulier à ceux qui l'ont fait depuis l'adoption par le Conseil des droits de l'homme de la résolution 22/22;

6. *Engage* les États qui ne l'ont pas encore fait à envisager de ratifier la Convention ou d'y adhérer à titre prioritaire et, si nécessaire, à adopter un texte législatif en conformité avec les dispositions de la Convention;

7. *Souligne* l'importance d'une coopération internationale accrue, notamment dans le cadre du système des Nations Unies et des organisations régionales, pour faire prévaloir les principes consacrés dans la Convention;

8. *Engage* tous les États, en vue d'éviter que d'autres génocides ne soient perpétrés, à coopérer, notamment par le biais des organismes des Nations Unies, afin de renforcer la collaboration appropriée entre les dispositifs existants qui contribuent à détecter rapidement et à prévenir les violations massives, graves et systématiques des droits de l'homme qui, s'il n'y est pas mis fin, pourraient conduire à un génocide;

9. *Condamne* la pratique consistant à nier ou à glorifier intentionnellement et publiquement les crimes de génocide et les crimes contre l'humanité tels qu'ils sont définis en droit international, et note avec préoccupation que le déni public crée un risque de nouvelles violations et entrave les efforts de prévention du génocide;

10. *Reconnaît* le rôle important du Secrétaire général, qui contribue à ce que soient examinés promptement les cas d'alerte rapide ou de prévention, selon le mandat à lui confié par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1366 (2001) en date du 30 août 2001, et des fonctions du Conseiller spécial pour la prévention du génocide qui, conformément à son mandat, recueille les renseignements existants, notamment au sein du système des Nations Unies, assure les relations avec le système des Nations Unies en ce qui concerne les activités de prévention du génocide et s'efforce d'améliorer la capacité de l'Organisation des Nations Unies d'analyser et de gérer toute l'information relative à des crimes de génocide ou à des infractions connexes;

11. *Prie* tous les gouvernements de coopérer sans réserve avec le Conseiller spécial pour la prévention du génocide dans l'accomplissement de sa mission, de lui donner tous les renseignements qu'il sollicite et de réagir promptement à ses appels urgents;

12. *Souligne* le rôle important du système des droits de l'homme des Nations Unies, notamment du Conseil des droits de l'homme, du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et des organes conventionnels, qui rassemblent des informations sur les violations graves, massives et systématiques des droits de l'homme et contribuent ainsi à une meilleure compréhension des situations complexes qui peuvent donner lieu à un génocide et permettent de donner l'alerte rapidement;

13. *Invite* le Secrétaire général, à ce sujet, à porter à l'attention de la communauté internationale les situations qui, selon son évaluation, pourraient constituer ou être susceptibles d'entraîner un génocide, des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité;

14. *Réaffirme* l'importance du mécanisme de l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme, qui constitue un instrument important pour faire progresser les droits de l'homme, et invite les États à faire figurer dans leurs rapports nationaux, selon qu'il est opportun, des renseignements sur la prévention du génocide, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité;

15. Engage tous les États à mettre en œuvre les recommandations issues de l'Examen périodique universel se rapportant à la prévention du génocide, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité qu'ils ont acceptées;

16. *Invite* le Conseiller spécial pour la prévention du génocide et le Haut-Commissaire aux droits de l'homme à continuer d'intensifier l'échange systématique d'informations entre leurs bureaux et entre le Conseiller spécial et tous les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, notamment ceux qui s'occupent de la promotion et de la protection des droits de l'homme des personnes appartenant à des groupes nationaux, ethniques, raciaux ou religieux, comme il est énoncé à l'article II de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, et à poursuivre sa collaboration avec les organisations internationales, régionales et sous-régionales pertinentes, les institutions nationales des droits de l'homme et la société civile;

17. *Réaffirme* qu'il importe, face à des situations complexes qui comportent un risque de génocide, selon la définition de la Convention, d'étudier promptement et de manière détaillée un ensemble de facteurs multiples, notamment des facteurs juridiques, et les signes précurseurs éventuels tels qu'ils sont décrits, notamment, dans le rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre du Plan d'action en cinq points et dans le cadre d'analyse pour les actes d'atrocité élaboré par le Conseiller spécial pour la prévention du crime de génocide, comme l'existence de groupes à risque, des violations graves, massives et systématiques des droits de l'homme, la résurgence d'une discrimination systématique et l'existence d'un discours haineux à l'égard de personnes appartenant à des groupes nationaux, ethniques, raciaux ou religieux déterminés, en particulier si ce discours s'exprime dans le contexte d'une flambée réelle ou potentielle de violence;

18. *Encourage* les États à utiliser les instances internationales et régionales appropriées pour traiter de la question de la prévention du génocide, notamment par exemple les réunions annuelles des organisations régionales ou thématiques et leurs mécanismes des droits de l'homme qui portent sur la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide;

19. *Invite* les États Membres et les organisations régionales et sous-régionales à examiner les bonnes pratiques de prévention du génocide suivies dans d'autres régions, selon les cas, en prenant en considération leur situation régionale et nationale propre, dans le but de mettre en commun des données d'expérience et des bonnes pratiques, afin de renforcer les mesures de prévention, y compris les mécanismes d'alerte rapide et les formes de coopération;

20. *Souligne* que la question des groupes terroristes, notamment des combattants terroristes étrangers, devrait être traitée dans le cadre des efforts de prévention du génocide, particulièrement quand leurs actes prennent pour cibles des individus et des groupes en fonction, entre autres motifs, de l'origine nationale, ethnique, raciale et religieuse;

21. *Encourage* les gouvernements, en coopération avec les organisations internationales et régionales et la société civile et en favorisant les activités d'éducation aux droits de l'homme, à continuer de faire connaître les principes de la Convention, en faisant une place particulière aux principes de prévention;

22. *Souligne* le rôle important que l'éducation, notamment l'éducation aux droits de l'homme, peut jouer dans la prévention du génocide, et encourage les gouvernements à promouvoir, selon les besoins, des programmes et des projets éducatifs qui contribuent à la prévention du génocide;

23. *Note* que l'Organisation des Nations Unies propose des formations et une assistance technique aux États Membres qui souhaitent renforcer leurs mécanismes d'alerte rapide en vue de la prévention du génocide ainsi que d'autres capacités de prévention, et encourage les États Membres à envisager de demander une telle assistance, si nécessaire;

24. *Invite* les États, à titre de mesure préventive, à trouver des solutions appropriées, qui peuvent prendre la forme de journées nationales du souvenir pour les victimes de génocide, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, pour que ces crimes ignobles ne soient jamais oubliés et pour donner l'occasion à chacun de tirer les leçons du passé et de créer un avenir plus sûr;

25. *Recommande* à l'Assemblée générale de proclamer le 9 décembre Journée internationale pour la mémoire et la dignité des victimes de génocide, afin de faire mieux connaître la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et son rôle dans la lutte contre le génocide et la prévention de ce crime;

26. *Invite* le Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide à poursuivre les activités prévues dans son mandat, notamment à donner suite à la présente résolution, en fournissant aux États, à leur demande, l'orientation, l'appui et le suivi nécessaires;

27. *Invite* le Conseiller spécial à participer, à sa trente et unième session, à un dialogue sur les progrès réalisés dans l'exécution de son mandat;

28. *Prie* le Secrétaire général d'établir une liste des points de contact et des réseaux pour la prévention du génocide, à partir des renseignements actualisés provenant des États Membres;

29. *Décide* de poursuivre l'examen de la question, conformément à son programme de travail.